

Brochure n° 3156

**Convention collective nationale**

IDCC : 2149. – **ACTIVITÉS DU DÉCHET**

---

**AVENANT N° 16 DU 9 MARS 2006**

RELATIF À LA DURÉE DES MANDATS DES REPRÉSENTANTS  
ÉLUS DU PERSONNEL

NOR : ASET0650733M

IDCC : 2149

---

En application des dispositions de l'article 96 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, il est convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application de l'accord*

Le présent accord s'applique sans réserve à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application défini par l'article 1-1 de la convention collective nationale des activités du déchet.

**Article 2**

*Durée des mandats des délégués du personnel  
et des membres élus du comité d'entreprise*

La durée du mandat des délégués du personnel et des membres élus du comité d'entreprise est fixée à 2 ans dans les entreprises qui relèvent du champ d'application de l'accord.

Les entreprises ont, toutefois, la possibilité de modifier la durée des mandats indiquée ci-dessus, par voie d'accord, dans les limites légales.

Pour être valide, l'accord d'entreprise doit être signé par une ou plusieurs organisations syndicales représentatives ayant recueilli au moins la moitié des suffrages exprimés au premier tour des dernières élections au comité d'entreprise, ou à défaut, des délégués du personnel, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail.

### **Article 3**

#### *Date d'effet*

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur le lendemain de la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

### **Article 4**

#### *Dénonciation et révision*

Le présent accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties signataires avec un préavis de 3 mois. Les effets de la dénonciation sont ceux prévus par l'article L. 132-8 du code du travail.

Toute demande de révision doit être portée à la connaissance des autres signataires par lettre recommandée avec accusé de réception et être accompagnée d'un projet sur le ou les articles concernés.

Les négociations débiteront le plus rapidement possible et au plus tard dans un délai maximum de 2 mois après la date de réception de la demande de révision.

### **Article 5**

#### *Dépôt et publicité*

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par l'article L. 132-10 du code du travail, à l'expiration du délai d'opposition de 15 jours. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 133-8 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 9 mars 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

Syndicat national des activités du déchet (SNAD).

#### **Syndicats de salariés :**

Fédération nationale des syndicats de transports CGT ;

Fédération des syndicats chrétiens des transports CFTC ;

Fédération nationale des chauffeurs routiers, poids lourds et assimilés (FNCR) ;

Fédération nationale de l'encadrement des transports et du tourisme CFE-CGC.